



Paris, le 22 septembre 2010

Communiqué

Gaëlle Lenfant

Secrétaire nationale adjointe droits des Femmes

La politique de l'autruche n'est pas efficace pour mettre fin aux inégalités entre les sexes

Malgré de nombreuses alertes, le gouvernement refuse de prendre en compte les inégalités actuelles et les effets désastreux sur la vie des femmes de ses mesures sur les retraites. Après les syndicats, les partis de gauche, l'observatoire de la parité, c'est cette semaine la Halde qui a alerté le gouvernement.

Le ministre du travail est incapable d'apporter des solutions au problème de la retraite des femmes et il se refuse à prendre en compte les injustices actuelles, considérant que ce n'est ni le « sujet » ni la « vraie question ».

Le problème est pourtant réel : les femmes liquident leurs droits avec moins de trimestres et touchent des pensions plus faibles (en moyenne 600 euros de moins que les hommes) alors qu'elle partent à la retraite plus tard que les hommes. 44% des femmes seulement partent avec une carrière complète contre 86% des hommes.

La réforme injuste du gouvernement ferait basculer des milliers de femmes dans la précarité et creuserait davantage les inégalités existantes : baisse des pensions, recul de l'âge de la retraite et surtout de l'âge d'annulation de la décote de 65 à 67 ans.

Il est urgent de mener de front, des actions à long terme pour construire une société garantissant l'égalité entre les sexes, notamment dans la sphère professionnelle ; mais aussi d'agir à court terme pour mettre fin aux situations de précarité. Des mesures doivent être prises dès maintenant pour corriger, par le haut, les écarts de pensions et garantir aux femmes un niveau de vie acceptable. Des politiques volontaristes doivent garantir l'égalité salariale. Cela passe notamment par la mise en place de mesures contraignantes pour les entreprises, par un meilleur partage de l'éducation des enfants et des congés parentaux, par la défense et la promotion du service public de la petite enfance.

Ce n'est qu'en agissant de façon ambitieuse et transversale que nous pourrons mettre fin aux inégalités entre les sexes notamment en matière de retraite et de salaire. Il n'est pas acceptable qu'un ministre nie et méprise ainsi l'urgence de mettre un terme à de telles injustices.